Syndicat des Personnels
du Réseau International du Ministère
de l' Économie, des Finances et de la
Souveraineté industrielle et Numérique

139 rue de Bercy – bâtiment Vauban – Télédoc 627 – 75572 Paris Cedex 12
sprim-fo@dgtresor.gouv.fr - Tél. : 01.53.18.83.03 - www.sprim-fo.org

Revue de presse du 19 octobre 2023

Presse – Actualités

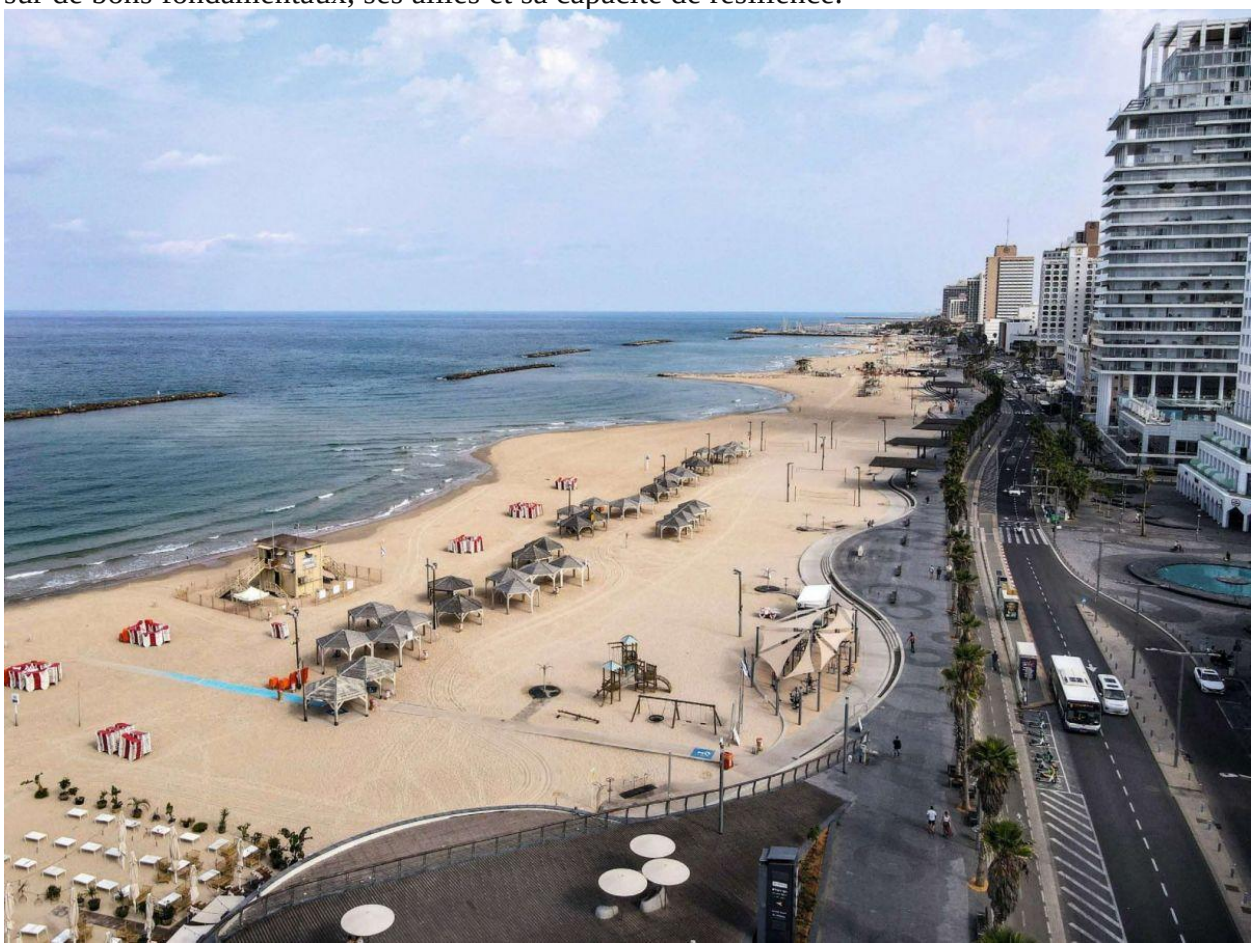
- Guerre avec le Hamas : l'économie israélienne passe aussi en mode combat - Challenges
- La Serbie signe un accord de libre-échange avec la Chine, en attendant de rejoindre l'UE – La Tribune
- Royaume-Uni : l'inflation stagne dans un contexte économique morose – La Tribune
- A Pékin, Xi Jinping cherche à redonner du souffle aux routes de la soie - Les Echos
- Le Conseil de l'UE parvient à un accord sur la réforme du marché de l'électricité - L'Usine Nouvelle
- Budget 2024 : la France crée un paradis fiscal pour attirer la Fifa - Les Echos

ARTICLES DE PRESSE

Guerre avec le Hamas : l'économie israélienne passe aussi en mode combat - Challenges

Par Isabelle de Foucaud et Sabine Syfuss-Arnaud

Avec un pays à l'arrêt et toute une population d'actifs mobilisés, les entreprises se réorganisent, en particulier dans la tech. Si la crise s'annonce difficile, Israël peut compter sur de bons fondamentaux, ses alliés et sa capacité de résilience.



La plage de Tel-Aviv, le 10 octobre. Habituellement animée, la capitale économique et technologique d'Israël est désertée, vivant au rythme des sirènes.
CHALLENGES

Alors que la Knesset, le Parlement israélien, venait d'ouvrir sa session d'hiver, les sirènes ont retenti en début de soirée lundi dernier. Des tirs de roquettes avaient été signalés à proximité de Jérusalem, et l'ensemble des députés ainsi que le Premier ministre Benjamin Netanyahou et le président Isaac Herzog ont été évacués vers les abris en sous-sol.
Plus de peur que de mal, mais la scène décrit l'atmosphère de tension qui continue de régner sur le pays, dix jours après l'attaque du Hamas. A Tel-Aviv, les rues et la longue plage de sable sont désertées, la plupart des cafés et restaurants sont fermés, les check-points se sont

multipliés dans et autour de la ville et les alarmes retentissent plusieurs fois par heure. Passé la stupeur et l'effroi, le pays tente de se reconstruire, dans tous les sens du terme.

Au plan militaire, Israël peut compter sur les aides massives des Etats-Unis, allié infaillible, qui viennent de valider une enveloppe de 8 milliards de dollars. Côté business, il a un besoin vital de financements étrangers, qui ont déserté la place ces dix-huit derniers mois. Fragilisé par le marasme de son précieux secteur high-tech, secoué par la grave crise économique et sociale qui perdure depuis plusieurs mois, le pays plonge plus que jamais dans l'incertitude avec la perspective d'un conflit qui risque de durer. En quelques jours, 360.000 réservistes ont été mobilisés, ce qui représente 3% de la population, mais 10% des actifs et 15 à 30% des effectifs des start-up, car ceux-ci se situent en général dans la même tranche d'âge que les réservistes, entre 25 et 40 ans.

Un plan spectaculaire

Parmi ceux qui n'ont pas été mobilisés, "beaucoup doivent rester chez eux pour s'occuper de leurs jeunes enfants, ou ont des appréhensions à l'idée de se déplacer pour aller sur leur lieu de travail", explique Sarit Fishbane, directrice des partenariats et du business développement à la Fédération des chambres de commerce israéliennes (FICC). "Les approvisionnements de la vie quotidienne sont plus ou moins normaux, avec quelques ruptures de stock occasionnelles sur certains produits dans les commerces pour un jour ou deux – principalement causées par des interruptions dans la chaîne logistique entre les producteurs et les magasins", témoigne David Muhlgay, PDG d'Omis Water Ltd., qui opère l'usine de désalinisation de Hadera, à 50 kilomètres au nord de Tel-Aviv.

Mais l'économie du pays ne s'est pas effondrée. Dès le 9 octobre, la Banque d'Israël annonçait un plan spectaculaire visant à vendre 30 milliards de dollars de ses réserves de devises étrangères afin de stabiliser le shekel. Résultat, la monnaie israélienne a limité la casse et s'est repliée de 5% depuis le début de la guerre face à l'euro. Et du côté des obligations d'Etat à 5 ans, leur rendement est passé de 4,3 à 3,9% depuis le 7 octobre, anticipant une baisse de régime de l'économie à moyen terme.

Dans une étude publiée la semaine dernière, les analystes de la banque Hapoalim se veulent en partie rassurants: "L'expérience nous enseigne que l'économie israélienne se remet relativement vite des dommages causés au PIB par les conflits militaires." Durant ces précédents épisodes, l'activité industrielle s'était maintenue, mais la consommation avait dévissé et les secteurs de l'immobilier et de la construction avaient été durablement touchés, rappellent les analystes. Le secteur du tourisme, qui représentait 2% du PIB avant la pandémie et commençait tout juste à retrouver des couleurs, pourrait rester plombé pendant au moins un an. "On peut s'attendre à ce que l'appel massif des réservistes et la possibilité que cette guerre s'étende sur des semaines entraînent des dommages matériels plus importants pour l'économie israélienne que lors des précédents conflits", préviennent les analystes.

Deux avantages: le gaz israélien et les start-up

Mais au moins deux composantes modifient l'équation depuis la dernière guerre de Gaza, en 2014. Les vastes gisements de gaz, pour commencer, qui se situent au large de ses côtes. Après dix ans de production, le pays est devenu autosuffisant, et même exportateur vers ses voisins et l'Europe. L'industrie high-tech ensuite, qui représente désormais 18% du PIB et dont le poids ne cesse de croître. Pour nombre d'observateurs, ce facteur tech change considérablement la donne. L'économie israélienne, en guerre, tourne certes au ralenti, "mais elle est agile, et elle rebondira, comme elle l'a fait après chaque crise, assure Andy

David, directeur de l'Innovation Task Force au ministère des Affaires étrangères. Depuis les attaques du 7 octobre cette énergie créative est sortie comme un génie de sa bouteille. Les entreprises adaptent leur offre à la demande en cours, l'aide aux victimes. Ces adaptations seront le ferment du prochain rebond de la high-tech israélienne".
Les exemples de ces transformations sont légion. "Lorsque la vie vous offre des citrons, faites de la limonade", scande un investisseur. Kfir et Maya Dayan ont suivi le conseil à la lettre. Le frère et la sœur ont fondé Jama App, en 2019, un site de rencontre pour aider les jeunes parents déboussolés. Ils ont constitué une équipe de développeurs en Israël et en Ukraine pour transformer l'application en une plateforme d'assistance aux victimes. Depuis le 12 octobre, Jama-Help aide à mettre en relation des familles avec des psychologues, experts et sages-femmes bénévoles, mais aussi avec des particuliers ou entreprises qui proposent hébergement, couvertures, nourriture. L'application a été sélectionnée pour rejoindre la plateforme générale d'aide, mise en place par le gouvernement aux lendemains des attaques, déjà forte d'une centaine d'entreprises, intitulée Iron hub, le hub d'acier, dont le nom est dérivé de l'Iron Dom, le bouclier de protection antimissiles.

Un immense mouvement de solidarité

Les initiatives du secteur de la hightech sont à l'image du mouvement de solidarité qui s'est déclenché en Israël après les attaques. Des start-up et des entreprises ont mis à disposition leurs bureaux pour permettre aux habitants des localités du Sud de travailler sereinement. D'autres ont transformé leurs locaux en points de collecte pour tous les effets dont les militaires ou les familles ont besoin.
Né au début des années 1990, cet écosystème foisonnant constitue la grande force de l'Etat hébreu. "L'industrie a déjà prouvé sa résilience par le passé, rappelle Anne Baer, fondatrice de la société de conseil iKare Innovation. Nous nous sommes remis en mode confinement." Plusieurs de ses clients asiatiques et européens, potentiels investisseurs dans une start-up israélienne, ont décidé de poursuivre les discussions à distance renouant avec Zoom et de "décorréler leur décision du contexte de crise", explique-t-elle.

"Les start-up fonctionnent en ce moment en 'mode de guerre', à savoir en capacités restreintes, car les effectifs sont amputés", explique Eric Elalouf, cofondateur de Maor Investments, qui vient de boucler la levée de son deuxième fonds à plus de 180 millions de dollars. Dans le cas de Maor Investments, près de 50% des effectifs de ses start-up sont situés hors d'Israël. Les sociétés s'organisent, vite et bien, et n'hésitent pas à basculer temporairement leur centre de décision vers les Etats-Unis ou l'Europe, observe le dirigeant. Et pour les investisseurs rodés au marché technologique israélien, la possibilité que les employés puissent être mobilisés constitue un facteur de risque établi. Dans la documentation rédigée pour son entrée à la Bourse de New York, l'an dernier, le géant Mobileye, basé à Jérusalem, avertissait le marché: "Les opérations peuvent être perturbées par les obligations du personnel à effectuer son service militaire."

Un chiffre d'affaires décorrélé de l'économie israélienne

Cette capacité d'adaptation rapide de la tech israélienne s'explique notamment par son modèle de développement. Pour la plupart, les entreprises réalisent 90% de leur chiffre d'affaires hors du pays et 100% en dollars. Une particularité qui n'est pas limitée à ce secteur. "Nous ne prévoyons pas un impact significatif sur notre activité ou sur notre performance financière et opérationnelle, déclare un porte-parole de Teva, leader mondial des médicaments génériques. Nos revenus en Israël, l'an dernier, ont représenté environ 2%

de notre chiffre d'affaires global, tandis que la production en Israël pesait pour moins de 8% de notre production mondiale totale."
Cette exposition locale réduite leur permet de limiter la casse au plan commercial. Et de rassurer les marchés. Ainsi les sociétés de logiciels israéliennes cotées à New York ont-elles globalement la même performance que leurs homologues américaines, avec un décrochage de 6% depuis la crise, plutôt limité. Côté investissements, des signaux positifs ont été envoyés dans les jours qui ont suivi l'attaque du Hamas. Plus de 500 sociétés de capital-risque américaines ont signé une déclaration commune exprimant leur soutien à Israël et appelant la communauté mondiale des investisseurs à soutenir l'écosystème technologique du pays. Une initiative similaire a été prise par France Digitale.

Des investissements en recul

Depuis 2019, 32 milliards de dollars ont été investis dans des entreprises ayant leur siège en Israël, selon les données de Crunchbase, dont la moitié par des opérateurs américains. "La situation économique d'Israël, avant les attaques, était plutôt bonne si l'on regarde les données et plusieurs indicateurs tels que l'excédent commercial du pays, lié en particulier à la high-tech", souligne Pierre Razoux, directeur académique de la Fondation méditerranéenne d'études stratégiques. Mais depuis le début des manifestations contre la réforme du système judiciaire, voulue par Benjamin Netanyahou, les investissements étrangers ont chuté, et encore plus dans la tech. Certaines start-up ont préféré migrer vers l'Amérique du Nord, l'Asie et même l'Europe, pour des motifs politiques.
Ces entrepreneurs, qui ont été le moteur de la croissance, sont majoritairement opposés à la réforme de Netanyahou. Et, selon le chercheur, la guerre fragilise aussi les accords d'Abraham de 2020, négociés par les Etats-Unis, qui ont permis à Bahreïn, aux Emirats arabes unis ainsi qu'au Maroc d'établir des liens officiels avec Israël. L'enjeu high-tech est au cœur de ces accords. "Les deux pays qui font le plus d'affaires avec Israël, en technologies militaires et de sécurité, sont les Emirats arabes unis et le Maroc, explique-t-il. Pour eux, cela risque d'être plus compliqué de continuer pour des raisons d'affichage."
Quant à l'Arabie saoudite, qui n'a jamais reconnu Israël et n'a pas rejoint les accords, elle a décidé de suspendre les discussions. Un déficit d'image qui sera long et difficile à combler.

* * *

La Serbie signe un accord de libre-échange avec la Chine, en attendant de rejoindre l'UE – La Tribune

La Serbie a signé mardi à Pékin un accord de libre-échange avec la Chine, devenue son deuxième partenaire commercial et un de ses plus importants investisseurs étrangers. Un événement « d'importance historique », qui sera toutefois de courte durée, puisque l'accord prendra fin lorsque le pays aura rejoint l'Union européenne. Reste qu'il est dans l'attente depuis plus de 10 ans et que la date de son adhésion n'est pas encore fixée.

« C'est une grande chose réalisée pour la Serbie et j'en suis très fier », a déclaré à la presse serbe depuis Pékin le président serbe, Aleksandar Vucic. (Crédits : JOHANNA GERON)

Les liens se resserrent entre la Serbie et la Chine. Les deux pays ont signé mardi 17 octobre un accord de libre-échange. Ce dernier, qui concernera des milliers de produits des deux parties selon les médias serbes, a été conclu lors du forum des « Nouvelles routes de la soie » (appelé officiellement « La ceinture et la route »), un événement diplomatique majeur qui accueille jusqu'à ce mercredi les représentants de quelque 130 pays.

« C'est une grande chose réalisée pour la Serbie et j'en suis très fier », a déclaré à la presse serbe depuis Pékin le président serbe, Aleksandar Vucic, qui a assisté avec son homologue chinois Xi Jinping à la signature de cet accord par les ministres du Commerce des deux pays. Et le ministre serbe des Affaires étrangères, Ivica Dacic, d'ajouter : *« C'est un événement d'importance historique pour la Serbie ».*

Un accord de courte durée ?

Cet accord de libre-échange sera bénéfique, notamment pour les arboriculteurs serbes, les producteurs de miel et de vin, ainsi que pour l'industrie pharmaceutique, a énuméré le chef de l'État serbe. Il devrait entrer en vigueur d'ici mai ou juin, a expliqué ce dernier, en admettant que son pays devra y renoncer lors de l'adhésion, un jour, à l'UE. *« Mais on n'en est pas là »,* a-t-il dit. *« Nous devons savoir vivre aussi avant l'adhésion à l'UE. Nous devons penser à notre pays, à nos enfants, à notre avenir ».*

La Serbie est candidate pour intégrer les Vingt-Sept - à l'instar de quatre autres pays des Balkans occidentaux (Albanie, Bosnie, Macédoine du Nord, Monténégro), de l'Ukraine et de la Moldavie.

Reste qu'aucun calendrier n'est pour le moment établi. Fin août, le président du Conseil européen, Charles Michel, avait déclaré que l'UE doit être prête à intégrer de nouveaux membres *« d'ici 2030 »*. Une longue attente pour la Serbie, qui a obtenu le statut de candidat en... 2012. Ce que la Première ministre serbe Ana

Brnabic avait d'ailleurs regretté fin août et qui a, selon elle, nourri l'euroscepticisme dans son pays.

« Nous sommes géographiquement, culturellement, économiquement européens », avait-elle insisté, appelant les Vingt-Sept à « franchir le pas et à prendre une décision politiquement courageuse pour intégrer les Balkans occidentaux à la famille européenne ».
D'ici là, les producteurs serbes seront dans une position plus favorable sur le marché chinois que leurs concurrents du bloc européen, a en tout cas affirmé mardi le président serbe, à l'issue d'un entretien avec le président chinois.

La Chine mise sur les Balkans

L'Union européenne dans son ensemble reste le premier partenaire commercial de la Serbie (38,9 milliards d'euros en 2022), avec en tête l'Allemagne (8,19 milliards d'euros), selon l'Institut serbe des statistiques. La Chine arrive en deuxième position, avec 5,8 milliards d'euros d'échanges l'année dernière, mais avec une balance commerciale très défavorable pour la Serbie.

« J'ai prié pour encore plus d'investissements chinois. C'est important pour nous, car en 2022 nous avons eu environ 1,5 milliard d'euros d'investissements de l'UE et 1,43 milliard de la Chine. La Chine augmente sensiblement ses investissements dans notre pays », s'est félicité Aleksandar Vucic.
Preuve à l'appui avec l'annonce, en septembre dernier, de 3,8 milliards de dollars d'investissements chinois dans une mine de cuivre et d'or de la région de Bor, dans l'est du pays. Ils proviennent de la société d'État chinoise Zijin Mining, qui exploite ce site depuis plusieurs années en Serbie. La Chine a investi ces dernières années des milliards d'euros en Serbie et dans les pays voisins dans les Balkans, dans des projets d'infrastructure et d'énergie, dans l'objectif d'étendre son empreinte économique dans cette partie de l'Europe.

(Avec AFP)

* * *

Royaume-Uni : l'inflation stagne dans un contexte économique morose – La Tribune

Malgré une politique monétaire stricte, l'inflation au Royaume-Uni stagne. Une mauvaise nouvelle pour les Britanniques. Et pour cause, ils subissent une crise du coût de la vie majeure depuis quelques mois.

Le ministre des Finances britanniques, Jeremy Hunt. (Crédits : TOBY MELVILLE)

Alors que le marché s'attendait à un repli plus important, l'inflation a stagné en septembre au Royaume-Uni, à 6,7% sur un an, restant à un plus bas depuis février 2022. Sa baisse a notamment été enrayée par les prix de l'énergie, selon les données publiées ce mercredi 18 octobre par l'Office national des statistiques (ONS). Les prix des produits alimentaires ont continué de baisser, tout comme ceux des meubles et des articles ménagers. Cette diminution a toutefois été contrecarrée « *par la hausse des prix des carburants et des hôtels* », indique Grant Fitzner, économiste de l'ONS, sur X (ex-Twitter).

L'inflation a connu en août un petit repli surprise, restant toutefois la plus élevée des pays du G7, après un ralentissement marqué le mois précédent. La stagnation affichée en septembre déçoit les attentes du marché, anticipant un nouveau recul, à 6,6%.

« Les prix de l'énergie sont réapparus comme un risque à la hausse pour l'inflation. Les prix du pétrole brut ont augmenté de plus de 20% depuis juin, tandis que les prix du gaz au Royaume-Uni sont au plus haut depuis février », résume l'économiste de KPMG Yael Selfin.

Les cours du pétrole ont notamment été soutenus ces derniers jours par les craintes que la guerre entre Israël et le Hamas se propage jusqu'aux pays voisins.

Mais « *d'autres facteurs externes* », notamment au niveau des chaînes d'approvisionnement mondiales, « *favorisent une baisse de l'inflation des biens* » et les mouvements des prix à la production « *laissent présager un nouveau ralentissement (des hausses de prix) dans les mois à venir* », selon l'économiste.

« Comme nous l'avons constaté dans d'autres pays du G7, l'inflation chute rarement de manière linéaire, mais (...) nous nous attendons toujours à ce qu'elle continue de baisser cette année », a réagi dans un communiqué le ministre des Finances Jeremy Hunt, ce qui est crucial selon lui pour « alléger la pression sur les familles et les entreprises ».

Une politique monétaire restrictive

La Banque d'Angleterre (BoE) vise une inflation à 2%. Et pour mener à bien cet objectif, l'institution financière mène une politique de taux d'intérêt élevés. Au Royaume-Uni, *« la politique monétaire est restrictive, mais elle doit l'être, car si nous ne parvenons pas à ramener l'inflation à son objectif de manière durable, les perspectives seront pires »*, a averti le gouverneur de la BoE, Andrew Bailey, vendredi dernier à l'occasion de la réunion annuelle de la Banque mondiale et du Fonds monétaire internationale (FMI) qui s'est tenu à Marrakech. « *Je pense que nous avons fait, particulièrement ces derniers mois, de solides progrès* » dans la lutte contre l'inflation, a-t-il assuré, estimant cependant que « *le dernier kilomètre sera le plus difficile* ».

La Banque d'Angleterre a relevé 14 fois son principal taux directeur, avant d'opter pour une pause en septembre et de le laisser à 5,25%, au plus haut depuis début 2008. Mécaniquement, les coûts d'emprunt ont grimpé au Royaume-Uni, aggravant la crise du coût de la vie. « *Cela a évidemment un effet sur les perspectives d'activité* », reconnaît le gouverneur de l'institution financière, qui admet que celles-ci sont « *plutôt moroses* » au Royaume-Uni. Pour autant, la BoE ne prévoit pas de récession.

Une dette britannique alourdie

Vendredi dernier, le ministre des Finances britannique a estimé sur la chaîne Sky News que la situation financière de l'État britannique s'est détériorée, à cause de la flambée des taux d'intérêt. Et pour cause, elle alourdit considérablement le poids de la dette de l'Etat.

« Les chiffres sont sans aucun doute pires qu'au printemps », lors du précédent budget du gouvernement, a-t-il déclaré. « Notre intérêt de la dette devrait atteindre 20 à 30 milliards de livres de plus cette année que nous le prévoyions au printemps », a poursuivi le ministre.

Ces dernières semaines, il s'est refusé à promettre des baisses d'impôts malgré la pression d'une partie des Conservateurs. Interrogé sur la chaîne de télévision britannique sur sa prochaine présentation budgétaire, prévue le 22 novembre, le ministre a répondu qu'il pourrait y avoir à la fois de bonnes et de mauvaises nouvelles. L'économie britannique s'est montrée « *beaucoup plus résiliente que presque toutes les organisations internationales ne l'avaient prédit* ».

Un marché du travail résilient

Dans un contexte économique morose, le marché du travail britannique s'offre tout de fois une bonne nouvelle. Les salaires grimpent désormais plus vite que les prix à la consommation. Les pénuries de travailleurs, qui ont pesé sur nombre d'entreprises ces deux dernières années depuis la reprise économique post-pandémie s'atténuent. L'ONS a ainsi publié des chiffres sur le nombre d'emplois à

pourvoir. Ceux-ci continuent à reculer, à 988.000 pour juillet à septembre, soit 43.000 personnes de moins qu'au deuxième trimestre.

« C'est une bonne nouvelle que l'inflation recule et que les salaires réels augmentent, afin que les gens aient plus d'argent » disponible, a commenté Jeremy Hunt, ajoutant que « pour poursuivre ces progrès, nous devons nous en tenir à notre plan de diviser l'inflation en deux ».
Avec AFP

* * *

A Pékin, Xi Jinping cherche à redonner du souffle aux routes de la soie - Les Echos

La Chine aurait investi plus de 1.000 milliards de dollars en dix ans dans cet ambitieux projet d'infrastructures. Mais l'élan s'est ralenti ces dernières années en raison du Covid et d'inquiétudes sur la dette des pays bénéficiaires des investissements.

Le chantier de la ligne ferroviaire East Coast Rail Link, en Malaisie, a été en grande partie financé et construit par la Chine. (Zhu Wei/Xinhua/REA)

« Nous devons tenir fermement le cap malgré les turbulences. » Xi Jinping a défendu ses « nouvelles routes de la soie » mercredi, dix ans après son discours fondateur concernant ce vaste projet d'infrastructures. Des représentants de 130 pays, dont Vladimir Poutine en invité de marque, avaient fait le déplacement à

Pékin à l'occasion du troisième forum organisé par la Chine pour promouvoir son initiative.

« Plus de 150 pays et 30 organisations internationales ont signé des documents de coopération », a rappelé le leader chinois, comme pour mieux déminer les critiques émises principalement depuis l'Occident.

Alternative aux Etats-Unis

La plupart des pays de l'Union européenne ont boudé l'événement. Le hongrois Viktor Orban était le seul leader de l'UE présent tandis que Jean-Pierre Raffarin était venu comme envoyé spécial du président français. L'ex-Premier ministre a quitté la salle juste avant le discours de Vladimir Poutine, une décision motivée par la volonté de Paris de n'avoir aucune interaction avec les Russes. Quatre ans après avoir été le premier pays du G7 à adhérer à l'initiative chinoise, l'Italie n'était pas présente au forum. Et pour cause : elle s'apprête à quitter les nouvelles routes de la soie .

C'est donc à destination du « Sud Global » - cet ensemble de pays en voie de développement et émergents d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine - que Xi Jinping a présenté ses routes de la soie comme une alternative à l'ordre mondial dirigé par les Etats-Unis. Une vision de coopération économique approuvée en personne par Poutine .

Critiques des populations

La Chine aurait investi plus de 1.000 milliards de dollars dans ce projet difficile à évaluer du fait de son aspect fourre-tout. Mais l'élan s'est ralenti ces dernières années en raison du Covid (arrêt ou ralentissement de chantiers), d'inquiétudes sur la soutenabilité de la dette et de critiques des populations (Pakistan, Malaisie, Cambodge, Sri Lanka, Kazakhstan, etc.) sur la faiblesse des retombées économiques locales. « La Chine ne va bien que lorsque le monde va bien », a défendu Xi Jinping, assurant que les nouvelles routes de la soie allaient « apporter un nouvel élan à l'économie mondiale ».

Malgré certaines réticences, les gouvernements de la plupart des capitales asiatiques expliquent qu'ils n'ont pas de banquier alternatif. Les grandes institutions internationales sont toujours beaucoup moins souples que Pékin. Et les Etats-Unis et l'Europe n'ont pas construit de politique de soutien économique équivalent.

Soutien de la Malaisie

« Sur les cinq dernières années en Malaisie, nous avons eu quatre gouvernements différents. Mais tous ont exprimé leur soutien constant à l'initiative chinoise », remarque Nur Shahadah Jamil, chercheuse de l'University of Malaya, à Kuala Lumpur.

Le grand projet controversé de liaison ferroviaire entre l'est et l'ouest de la Malaisie, financé et en grande partie construit par Pékin, a été suspendu en 2018 avant d'être finalement relancé un an plus tard. « Les élites politiques voient toutes dans ces chantiers d'infrastructures un bon moyen de consolider leur popularité et de créer de la croissance », résume l'experte, qui n'anticipe aucune remise en cause en profondeur de ces partenariats avec la Chine. Peu importe les polémiques sur la dette, l'opacité des contrats ou le manque de participation des entreprises nationales.

Ligne ferroviaire au Laos

Au Laos, le pouvoir ne remet pas non plus en cause son partenariat avec Pékin malgré une explosion de la dette ces dernières années liée aux prêts contractés auprès des banques d'Etat chinoises pour financer différentes infrastructures. « Désormais, la Chine est le créditeur de la moitié de toute la dette extérieure laotienne », pointe le chercheur Yu Hong à l'East Asian Institute de la National University of Singapore.

Pékin a pris en charge, dans le cadre des nouvelles routes de la soie, la construction pour 5,9 milliards de dollars d'une ligne ferroviaire ultramoderne traversant le nord du pays jusque-là très enclavé. Le régime communiste laotien a cédé 70 % de la coentreprise gérant cette nouvelle ligne à des sociétés d'Etat chinoises. « L'Export-Import Bank of China a assuré près de 80 % du financement du projet », rappelle le chercheur.

Le piège de la dette

Incapable de rembourser ses échéances, le Sri Lanka a dû concéder à la Chine un bail de 99 ans sur la propriété du projet portuaire d'Hambantota, une décision souvent citée comme un exemple de la diplomatie chinoise du « piège de la dette ». Quelques jours avant la tenue du forum à Pékin, le Sri Lanka a toutefois conclu un accord avec la Banque d'import-export de Chine pour restructurer une partie de cette dette.

Les analystes assurent que Pékin a par ailleurs su ajuster les modèles de sa coopération. « Les groupes chinois ont commencé à changer leurs pratiques sur le terrain et acceptent de partager un peu plus les bénéfices avec les communautés locales », avance Yu Hong. Les demandes de financements restent gigantesques. Selon les calculs de la Banque asiatique de développement, les besoins en infrastructures dans les pays de la zone Asie-Pacifique vont atteindre en moyenne, d'ici à 2030, 1.740 milliards de dollars par an.

Frédéric Schaeffer (à Pékin) et Yann Rousseau (à Tokyo)

* * *

Le Conseil de l'UE parvient à un accord sur la réforme du marché de l'électricité - L'Usine Nouvelle

Les 27 Etats membres de l'Union européenne ont réussi à dégager leur position de négociation sur la refonte du marché de l'électricité du Vieux continent. Les pourparlers avec le Parlement européen commenceront dès le jeudi 19 octobre.

© SIERAKOWSKI FREDERIC - Union européenne

Agnès Pannier-Runacher (à droite) auprès de ses homologues le 17 octobre à Luxembourg.

«C'est une victoire française, mais aussi européenne», soupire d'aise une source à l'Élysée à l'issue du Conseil "Energie" organisé à Luxembourg le mardi 17 octobre. Les ministres

européens de l'Energie se sont retrouvés au Grand-Duché afin d'essayer de conclure la réforme du marché de l'électricité européen, un chantier ouvert depuis plusieurs mois. Beaucoup d'incertitude pesait sur cette réunion tant les points de vue, notamment entre la France et l'Allemagne, divergeaient. En fin de journée, un accord a malgré tout pu être trouvé.

Cette réforme, proposée par la Commission européenne, vise à accélérer l'essor des énergies renouvelables et abandonner progressivement le gaz, et ce, notamment en vue de lutter contre la volatilité des prix et de protéger les consommateurs européens. Mais les négociations entre les Etats, appelés à s'entendre sur leur propre position (à défendre face aux eurodéputés) se sont rapidement envenimées et leurs chances de réussir à dégager un accord étaient minces.

La pierre d'achoppement principale portait sur l'accès - ou non - aux contrats d'écart compensatoire (les «contracts for difference», ou CfD) pour les installations de production d'électricité déjà existantes, comme les centrales nucléaires. Ces CfD sont des contrats qui reposent sur un prix de référence (ou «strike price») qui permet, selon le niveau des prix du marché, de soutenir financièrement les industriels (si les prix du marché sont faibles) ou les consommateurs (si les prix s'envolent, en redistribuant la différence entre le prix du marché et le «strike price»).

Pas d'entorse aux règles de la concurrence

La France était naturellement très favorable à l'inclusion de la possibilité de recourir à des CfD pour les centrales déjà existantes. Elle en avait même fait une ligne rouge. L'Allemagne craignait pour sa part des distorsions de concurrence sur le marché européen.

Ce qui a permis de surmonter le blocage, c'est «la garantie que la Commission européenne veille à ce que les conditions restent équitables entre les Etats membres», a estimé la commissaire européenne responsable de l'Energie Kadri Simson à l'issue de la réunion luxembourgeoise. En d'autres termes, le recours à des CfD par les Etats membres sera possible tant que les règles de la concurrence européenne seront respectées. «La Commission veillera à ce que [les CfD] soient adéquatement conçus et ne donnent pas lieu à des distorsions de concurrence indésirables et à une rupture de l'équité des conditions de concurrence sur le marché intérieur», a notamment promis Kadri Simson.

Une percée à confirmer

«Je salue cet accord qui, en un mot, protège les consommateurs, pose les jalons d'un investissement massif dans les renouvelables et assure la préservation de l'atout que constitue le nucléaire français», a pour sa part réagi la ministre de la Transition énergétique Agnès Pannier-Runacher.

Mais il est encore trop tôt pour que Paris, qui souhaite notamment, avec ces futurs investissements, financer la modernisation du parc nucléaire tricolore, savoure entièrement sa victoire : cette «orientation générale» dégagée par les Etats membres à une quasi-unanimité constitue la position de négociation du Conseil de l'UE sur cette réforme. Or depuis septembre, le Parlement européen a lui aussi sa propre position.

Dès jeudi 19 octobre, les deux institutions (les « co-législateurs ») tenteront d'accorder leurs violons afin de parvenir à un accord global avant la fin de l'année - comme réclamé par les 27 chefs d'Etat et de gouvernement le temps d'un sommet à Bruxelles en mars. Cette première réunion en «trilogue» ne sera qu'un premier «tour de chauffe» durant lequel les positions de chacun seront rappelées - avant que les négociateurs n'entrent dans le dur du sujet durant de prochaines rencontres.

«Il peut y avoir des questions du côté du Parlement européen car il a sa propre position. Notre tâche, c'est de défendre l'équilibre auquel nous sommes parvenus aujourd'hui», a indiqué la ministre espagnole Teresa Ribera Rodríguez. L'Espagne occupe la présidence tournante du Conseil de l'UE jusqu'à la fin de l'année. Et elle ne fait pas mystère de son envie d'accrocher un accord final sur cette réforme majeure pour l'UE à son tableau de chasse.

* * *

Budget 2024 : la France crée un paradis fiscal pour attirer la Fifa - Les Echos

Un amendement au projet de loi de finances pour 2024 exonère d'impôt les fédérations sportives internationales. Ce traitement de faveur vise notamment à attirer à Paris le siège de la Fédération internationale de football association (Fifa).

Le siège de la Fifa est actuellement à Zurich, en Suisse. (AFP)

Quelques mois avant d'accueillir les Jeux Olympiques, la France s'apprête à envoyer une nouvelle preuve d'amour au monde du sport - sous forme sonnante et trébuchante. Un amendement au projet de loi de finances pour 2024 , déposé ce mercredi par les députés de la majorité et retenu par le gouvernement, crée un cadre fiscal particulièrement clément pour les fédérations sportives internationales.

Dès l'an prochain, ces organisations ne paieront pour ainsi dire pas d'impôts en France. Elles seront exonérées de l'impôt sur les sociétés, de cotisation foncière des entreprises, ainsi que de CVAE (cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises). Et - doublé gagnant - les salariés de ces structures auront également droit à un régime de faveur : ils ne paieront pas l'impôt sur le revenu pendant cinq ans.

Attirer la Fifa

Selon nos informations, ce régime fiscal très accommodant faisait partie du projet de budget envoyé au Conseil d'Etat pour avis, mi-septembre. Mais celui-ci avait vu rouge. Et le gouvernement, prudent, avait retiré ce passage du texte envoyé au Parlement. Profitant de la possibilité d'introduire des amendements jusqu'au dernier moment, la majorité est repassée à l'attaque mardi, en catimini.

L'objectif affiché de la mesure est de « favoriser l'installation et le maintien sur le territoire français » des fédérations sportives internationales « reconnues par le Comité international olympique ». Sur son site, le CIO en recense 34, de la Fédération internationale d'haltérophilie à celle de volleyball en passant par la très puissante Fédération internationale de football association (Fifa).

Depuis cinq ans, l'Elysée rêve de voir l'instance dirigeante du foot mondial déménager son siège de Zurich à Paris. Des discussions informelles ont eu lieu à plusieurs reprises entre Emmanuel Macron et le patron de la Fifa, Gianni Infantino. Celui-ci pousse en interne à un déménagement, pour refermer symboliquement le chapitre des scandales financiers à répétition qui ont terni l'image de l'organisation. Et ce serait un retour aux sources, car Paris a vu naître l'organisation en 1904, avant qu'elle ne parte pour la Suisse dans les années 1930.

Plus fort que la Suisse

Comme un prélude à ce déménagement espéré, la Fifa avait ouvert en 2021 une antenne parisienne, dans les locaux de l'Hôtel de la marine, place de la Concorde. Mais depuis, plus rien ne bougeait. L'organisateur de la Coupe du monde attendait sans doute des avancées sur le front fiscal.

Dans son rapport annuel, la Fifa précise être imposée en Suisse « selon le régime fiscal ordinaire auquel sont soumises les associations » - soit à 4,25 % des bénéfices nets. Ce régime très favorable a permis à la Fifa de ne payer que 23 millions de

dollars d'impôts en 2022 sur un résultat net de 2,4 milliards. Pour battre la Suisse sur le terrain fiscal, la France a donc fait le choix de se mettre au plancher.

Contacté sur le sujet, le gouvernement ne se montre guère loquace. Le ministère de l'Economie renvoie la balle à celui des Sports, qui botte en touche. Tout juste un porte-parole de Matignon indique-t-il que « l'idée, c'est d'être attractif pour toutes les fédérations sportives. Si la Fifa vient, c'est génial ».

Sébastien Dumoulin

* * *

Pour adhérer à notre syndicat, il suffit de remplir et de renvoyer ce bulletin adhesion-2023.pdf (sprim-fo.org) *accompagné du paiement correspondant.*